

# Actions communes

## A Lyon

La manifestation du 6 décembre, à Lyon, a été une réussite grâce à l'accord réalisé par 32 organisations, dont la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F., le P.S.U. et le P.C.F. La date du 6 décembre avait été depuis longtemps retenue pour une journée d'action départementale. Les pouvoirs publics ont essayé d'empêcher que la manifestation se déroule dans le centre de la ville, mais plus de 10.000 manifestants, partis de plusieurs points de rassemblement, réussirent à franchir les ponts et à rejoindre le centre de la ville, pour y manifester, malgré l'intervention et les brutalités de la police.

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, l'O.A.S. opéra quatre plastiquages, visant Me Ambre, défenseur de J.-J. Servan-Schreiber contre le fasciste Thomas, M. Alban-Vistel, ancien dirigeant de la Résistance et vice-président du Cercle Tocqueville, la section du P.C.F. de Villeurbanne et le séminaire de la Mission du Prado.

Les trente-deux organisations organisèrent une riposte puissante sur les quatre lieux plastiqués dans la soirée du 8 décembre.

### LE SIÈGE DU P.S.U. PLASTIQUÉ A LYON

Dans la nuit de dimanche à lundi, le siège de la fédération P.S.U. a été plastiqué par l'O.A.S., qui se manifesta une nouvelle fois, après les quatre plastiquages de la nuit du 6 au 7. Les dégâts matériels sont importants.

Les organisations syndicales, les

partis politiques et l'ensemble des organisations qui avaient pris l'initiative de la manifestation du 6, ont appelé à un rassemblement de protestation devant le siège du P.S.U., le mercredi 13 décembre.

## ...Périgueux

A Périgueux, une résolution a été adoptée en commun par les organisations syndicales suivantes : C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N., S.N.I., S.G.E.N. et F.D.S.E.A.

Ces organisations :

—Rappellent leur volonté de s'opposer aux menées fascistes qui vont s'aggravant dans le pays,

—Se déclarent prêtes à mobiliser leurs militants pour lutter, par tous les moyens, et en particulier par la grève générale immédiate contre toute tentative de coup de force anti-républicain,

—Appellent tous les travailleurs du département à se tenir prêts à répondre immédiatement à l'appel de leurs organisations,

—Demandent à leurs confédérations nationales de tout mettre en œuvre pour organiser dans les plus brefs délais une journée nationale commune d'action et de manifestation pour la défense des libertés démocratiques.

## ...Nancy

Dans la nuit du 4 au 5 décembre, cinq mairies de Moselle et de Meurthe-et-Moselle : Pennes, Amnéville, Longlaville, Thiel et Moyœuvre, étaient plastiquées par l'O.A.S., ainsi que le siège du parti communiste, à

Hagondange.

Immédiatement le Comité Républicain Antifasciste pour la Paix en Algérie (C.R.A.P.P.A.), de Nancy, qui groupe avec les syndicats enseignants, ouvriers et étudiants, les partis communistes, P.S.U., S.F.I.O., et radicaux, ainsi que les amis de T.C., de l'Express, des anciens combattants, le Comité Maurice Audin, de nombreuses organisations philosophiques, des mouvements de jeunes, en tout 28 organisations démocratiques ripostait et appelait la population nancéienne à un meeting de protestation afin de montrer que, à Nancy, comme ailleurs, on se refusait à laisser impunis ceux qui, par de telles méthodes, visent à abattre ce qui reste de démocratie et par la violence, à imposer la loi du silence.

A 17 h. 30, à la maison des syndicats C.G.T., le mercredi 6 au soir, le meeting était ouvert par le représentant du parti radical-socialiste, qui dénonçait le caractère criminel des actes perpétrés contre des mairies, maisons communes des citoyens, symboles de la démocratie et de la liberté. Prenaient également la parole des représentants de l'Enseignement supérieur (S.N.E.S. et chercheurs scientifiques) et de l'Association Générale des Etudiants qui déclaraient que les principes de vérité, d'objectivité, d'humanisme de l'Université ne pouvaient lui permettre de rester silencieuse face à ceux qui ont pour loi le mensonge, la violence, la guerre et le racisme. Le représentant de la C.G.T. appelait à l'union de tous les travailleurs contre le danger du fascisme montant. Le parti S.F.I.O. dénonçait les contradictions d'une politique « monarchiste » de grandeur et d'une politique de faiblesse et de complaisance vis-à-vis des assassins. Le représentant du parti communiste manifestait la volonté des démocrates de ne compter que sur eux-mêmes

pour combattre l'O.A.S. Rouffeteau, secrétaire de la Fédération P.S.U., prenait lui aussi la parole pour appeler à une union sans exclusive l'ensemble des démocrates, afin de montrer qu'en aucun cas l'O.A.S. ne réduirait au silence ceux qui luttent pour la liberté, qu'en aucun cas l'O.A.S. ne pourrait s'emparer du pouvoir. Après avoir souligné qu'on ne saurait, dans un tel meeting, appuyer un régime qui manifeste trop de complaisance à l'égard de l'O.A.S., il terminait très applaudi, en affirmant que face à une Algérie bientôt indépendante et enfin libre, les Français ne sauraient accepter une France enchaînée et soumise à un régime néo-nazi.

A l'issue de ce meeting, un cortège d'environ 600 personnes se formait et défilait dans les rues de Nancy, assez animées à cette heure, en scandant les mots d'ordre : « O.A.S., Assassins », « Paix en Algérie », « Le fascisme ne passera pas ». Cette manifestation, la première depuis trop longtemps à Nancy, se rendait place Stanislas, devant la Préfecture où une délégation déposait une motion votée à l'unanimité à l'issue du meeting.

Malgré l'importance d'une telle manifestation démocratique, et alors que les journalistes, reporters et photographes étaient présents, tant au meeting que durant le cortège, le quotidien à gros tirage de la région, L'Est Républicain n'a pas dit un mot de la manifestation se contentant d'un pâle compte rendu du meeting. Il a fallu un communiqué de presse du C.R.A.P.P.A. pour que vendredi matin seulement, les lecteurs de ce journal aient connaissance de la manifestation ! On ne sait que penser de telles méthodes d'information. Dans l'intérêt de qui, en obéissant à quels ordres, la direction du journal a-t-elle ainsi agit ?

En même temps, dans le pays haut, où avait eu lieu les plastiquages, des débrayages et des manifestations

nombreuses rassemblaient les travailleurs par milliers avec la participation des sections P.S.U. de la région.

Après ces meetings, ces grèves, ces manifestations, il reste aux démocrates de Meurthe-et-Moselle d'élargir et de resserrer leurs rangs afin de continuer leur lutte, non seulement pour la Paix en Algérie, non seulement contre l'O.A.S., mais pour définir en toute clarté et franchise les objectifs d'un front socialiste, rassemblant les syndicats, les partis et les organisations démocratiques sans exclusive.

Le P.S.U., quant à lui, sait que la lutte anti-O.A.S. et pour la paix en Algérie ne prend son sens complet que dans l'établissement d'un régime socialiste, démocratique, pour remplacer le pouvoir gaulliste, incapable de promouvoir le bien commun des travailleurs et de tout le pays.

Jean RIEDINGER.

### ...Sens

A l'appel des sections du P.S.U., du Parti communiste, de la C.G.T. et de certains syndicats d'enseignants, plus de 250 personnes ont assisté mercredi soir à un meeting organisé à la Bourse du Travail de Sens (Yonne).

Les orateurs des diverses organisations invitantes prirent tour à tour la parole pour stigmatiser cette ignoble résurgence du nazisme qu'est l'O.A.S. Puis une motion anti-fasciste fut adoptée à l'unanimité et un cortège se forma pour la porter à la sous-préfecture, aux cris d'« O.A.S. assassins », « Salan au poteau », « Paix en Algérie ». Un seul incident : dans la Grand' Rue les manifestants se heurtèrent à un barrage de police et l'un de nos camarades communistes fut haineusement frappé. Pendant ce temps, plusieurs policiers protégeaient la demeure d'un activiste notoire, d'ailleurs incarcéré lors du putsch d'avril. Décidément la police de M. Debré est partout la même !

### ...Le Mans

Le 6 décembre, à 20 h 30, au Mans, la grande salle de la Maison Sociale était comme d'habitude, trop petite pour recevoir les 2.000 manifestants, en grande majorité des ouvriers, qui à l'appel unitaire du P.C., du P.S.U., de l'U.J.C, de l'U.D.C.G.T., de l'A.R.A.C, de l'U.F.F. et du Mouvement de la Paix, étaient venus affirmer leur résolution de faire barrage à l'O.A.S. fasciste par une action unie sans exclusive.

La veille, un accord intersyndical CGT, FO, CFTC et FEN avait appelé « tous les travailleurs à participer à tous les meetings et manifestations dont le but unique est la lutte contre l'O.A.S. » et on peut considérer que cet accord a été rendu possible par la résolution unitaire de la fédération du P.S.U. En effet, à cette occasion, seule la S.F.I.O. — paraît-il « minoritaire » dans le département de la Sarthe — n'a pas appelé à manifester, se contentant par un télégramme de « faire confiance » aux hommes du régime pour châtier l'O.A.S.

Dans une intervention, Lucas, au nom de la Fédération P.S.U. démontra la ressemblance extraordinaire entre la montée du nazisme en Allemagne entre 1928 et 1933 et l'action actuelle de l'O.A.S. Comme Hitler, Salan se sert de voyous, fait jouer les sentiments anti-marxistes et antisémites des petits bourgeois, tout en recherchant l'alliance des « gens bien » parce qu'ils sont là pour financer.

Les officiers allemands se sentaient trahis, comme le croient les jeunes « centurions », mais la clémence des tribunaux allemands (procès des trois lieutenants rebelles d'Ulm) était bénigne à côté de celle de la justice française qui tolère que les responsables des tortures subies par Djamilia Boupacha soient couverts par leurs chefs et leur ministre.

La République allemande fut

perdue lorsque son gouvernement « composita » avec les nazis et en raison de la faiblesse des sociaux-démocrates, leur chef ne s'étant ressaisi que lorsque Hitler demanda les pleins pouvoirs alors qu'il était trop tard.

De la même façon aujourd'hui, des ministres veulent se servir de l'O.A.S. pour obtenir des concessions du G.P.R.A. et la S.F.I.O. prétend être à même de riposter seule.

Lucas fit connaître la proposition du P.S.U. de constituer des comités anti-O.A.S., sur la base des mots d'ordre diffusés par le C.P.N. le 2 décembre et, en conclusion, dédia l'épilogue d'« Arturo Ui » de Bertolt Brecht à ceux qui se contentent de télégrammes et de motions internes : « Quand à vous, apprenez à voir au lieu de rester ahuris, à agir au lieu de parler et de parler toujours. Ce monstre a failli gouverner le monde. Les peuples l'ont maîtrisé, mais gardons-nous de triompher trop vite, le ventre d'où il est sorti est encore fécond ».

## ...Chambéry

A l'appel du Comité intersyndical groupant CGT, CFTC, CGTFO et FEN, les Chambériens étaient appelés à manifester le 8 décembre 1961, à 18 h. 15 place du Centenaire. Mais la manifestation avait été interdite et, dès le début de l'après-midi, arrivaient d'importants renforts de gendarmes et de C.R.S.

Néanmoins, à l'heure prévue et à l'endroit indiqué, une foule nombreuse se réunissait dans le calme. Ce n'est que lorsque le haut-parleur de la voiture de police annonça : « La manifestation est interdite. dispersez-vous... » que jaillirent des cris : « Le fascisme ne passera pas » et « O.A.S. assassin... »

Rapidement, le flot des manifestants grossit pour atteindre environ 2.000 personnes, avenue de l'Hôtel-de-Ville.

Place du Centenaire, M. Trentelivre, secrétaire général du Syndicat

C.F.T.C. prenait la parole avec un haut-parleur portatif. Il relevait que la manifestation avait réussi et remerciait les ouvriers et tous les Chambériens qui avaient ainsi manifesté pour la République, pour le maintien des libertés démocratiques et pour la paix en Algérie. Il soulignait également que l'O.A.S. frappait partout, y compris dans les rangs de la police et du service d'ordre. Après quoi il demandait à l'assistance de se disperser dans le calme.

A l'issue de cette réunion, la motion suivante était adoptée :

« Les Chambériens, rassemblés le 8 décembre 1961, à l'appel des organisations syndicales appuyées par les organisations démocratiques, pour faire entendre la voix de la population sur les problèmes qui conditionnent l'avenir du pays tout entier :

— Affirment : leur volonté de voir mettre fin à la guerre d'Algérie par la négociation avec le G.P.R.A. représentant, de fait, de l'incontestable volonté d'indépendance du peuple algérien ;

— Dénoncent : ceux qui, profitant de cette guerre pour réaliser leurs ambitions factieuses, envisagent de s'emparer par la force du pouvoir. Les activistes de l'O.A.S. et leurs complices, qui, par l'intimidation, le chantage, la menace, la destruction des biens matériels publics et privés, les attentats répétés contre les personnes physiques et par l'utilisation d'une propagande raciste et fasciste tentent de semer le trouble dans le pays pour mieux aboutir à leurs fins.

La population chambérienne réaffirme sa volonté de demeurer vigilante face aux activités factieuses et se déclare prête à agir avec force et dans l'union pour faire échec au fascisme et s'opposer à toute tentative de coup de force. »

## ... au Centre Renault -Rueil

Soixante-huit personnes du centre technique Renault, à Rueil, dont une majorité de cadres et techniciens, ont signé l'appel suivant, approuvé par les sections P.C., P.S.U., C.G.T. et CF.T.C. Renault-Rueil :

« Les attentats et les crimes de l'O.A.S. se multiplient chaque jour en toute impunité.

La liberté d'expression de chacun de nous est aujourd'hui menacée.

Le terrorisme de l'O.A.S. ouvre la voie à la subversion et au fascisme.

Chaque jour, des faits illustrent la complicité d'une partie de l'appareil gouvernemental et de la police, à l'égard des assassins de l'O.A.S.

C'est de nous-mêmes que désormais dépend la sauvegarde de nos libertés de citoyen.

Notre défense, nous devons l'assurer en commun. C'est pourquoi les soussignés de cet appel s'adressent à vous : cadres, ingénieurs, techniciens et ouvriers du Centre technique Renault pour qu'ensemble, nous contraignons le gouvernement à arrêter et condamner tous les dirigeants de l'O.A.S. et à prendre des mesures énergiques contre ceux qui glorifient leurs actes.

**L'ASSASSINAT N'EST PAS UNE OPINION À RESPECTER !**

*19 DECEMBRE*

# Journée d'action pour la Paix et contre l'O.A.S.

## COMMUNIQUES DU P.S.U.

LE P.S.U. n'a cessé d'affirmer que seule une initiative regroupant les organisations syndicales pouvait,

dans les circonstances présentes, permettre de surmonter la division des forces de gauche et de réaliser une manifestation nationale de grande ampleur. C'est pourquoi il salue avec joie la décision prise par la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et l'U.N.E.F. de faire de la journée du 19 décembre une journée de manifestation nationale contre l'O.A.S. et ses complices, pour la paix en Algérie par la négociation.

Le P.S.U. qui a, dès le 1<sup>er</sup> novembre, donné l'impulsion à une série de manifestations de rues à Paris et en province, a le sentiment d'avoir grandement aidé à la réalisation de ce premier objectif. Il souhaite que, abandonnant pour un temps leurs préoccupations partisans, toutes les organisations de la gauche française soutiennent franchement l'initiative des syndicats et examinent sans tarder avec eux la possibilité d'accompagner le débrayage prévu par une série de meetings et de manifestations.

## • C.G.T. • C.F. T.C. • U.N.E. F.

Dans le cadre de la journée nationale d'action du 19 décembre contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation:

• L'Union des Syndicats de la Seine C.G.T.,

• L'Union Régionale Parisienne CF.T.C.,

• L'Union Nationale des Etudiants de France,

appellent les travailleurs et les étudiants parisiens

— à arrêter le travail 15 minutes à 11 h le 19 décembre ;

— à tout mettre en œuvre pour assurer le plein succès de cet arrêt de travail ;

— et à terminer cette JOURNEE NATIONALE D'ACTION par une puissante manifestation :

à 18 h 30  
de LA BASTILLE A L'HOTEL  
DE VILLE

L'Union des Syndicats de la Seine C.G.T. et l'Union Régionale Parisienne C.F.T.C. demandent à leurs responsables de sections d'entreprises de syndicats et d'Unions, locales, de prendre contact immédiatement sur le lieu du travail avec les responsables des autres organisations afin de déterminer ensemble les modalités pratiques de cette journée d'action.

Paris, le 13 décembre 1961.

\*

**Les fédérations de la région parisienne du P.S.U. qui ont pris**

**l'initiative de la manifestation du 1er novembre et qui ont participé aux démonstrations du 18 novembre et du 6 décembre, saluent la décision des syndicats de faire suivre le mouvement de grève du 19 décembre d'une grande manifestation de la Bastille à l'Hôtel de Ville.**

**Elles souhaitent que toutes les formations populaires et anti-fascistes, laissant de côté les préoccupations partisans, appuient totalement l'initiative des syndicats. Pour leur part, elles appellent les travailleurs et les démocrates de la région parisienne, à venir en masse à cette manifestation.**

***Tribune Socialiste* n° 80**

16 décembre 1961

Page 4